

Briefing de Bruxelles sur le Développement 53

20 novembre 2018

Le 20 novembre 2018, le CTA a organisé le 53e Briefing de Bruxelles sur le développement. Cet événement fait partie d'une série de réunions bimestrielles sur des défis et problématiques clés liées à l'agriculture et au développement rural dans le cadre de la coopération ACP-UE. Ce dernier Briefing a réuni à Bruxelles quelque 140 participants qui ont examiné les perspectives d'avenir de l'agriculture dans les pays ACP et dans d'autres régions du monde, avec des exemples de succès en Europe dans le secteur agroalimentaire, au niveau des organisations paysannes, dans le secteur privé et au niveau des politiques.

« La prochaine génération d'agriculteurs : succès et nouvelles opportunités »

Ce Briefing a été l'occasion de se pencher sur l'évolution du secteur de l'agriculture et du paysage agricole dans les pays ACP et d'analyser comment les acteurs et intervenants clés de ce secteur peuvent coopérer afin de promouvoir le développement d'un secteur agroalimentaire prospère et durable pour la prochaine génération d'agriculteurs. Les intervenants ont examiné une série de pistes pour mettre en place un environnement favorable, connecter les marchés ruraux et urbains, améliorer la qualité et les normes, créer de la valeur ajoutée grâce au conditionnement, aux IG et au marketing et soutenir l'innovation, la numérisation et la création d'entreprises afin de "garder" les agripreneurs actuels et d'en attirer de nouveaux. Enfin, des organisations d'agricultrices et de jeunes agriculteurs européens actifs dans les États membres de l'UE ont échangé leurs meilleures pratiques.

Partenaires du Briefing :

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO et DG AGRI)
- Secrétariat ACP
- CONCORD

Pour en savoir plus sur les Briefings de Bruxelles sur le développement :

https://bruxellesbriefings.net







Isolina Boto

Viwanou Gnassounou

Leonard Mizzi

Isolina Boto, Manager du Bureau de Bruxelles du CTA et coordinatrice des Briefings, a ouvert la réunion, au nom des organisateurs. Elle a souligné l'importance d'examiner les perspectives d'évolution de l'agriculture au cours des prochaines décennies et le nécessité d'améliorer la rentabilité du secteur et son attrait pour les jeunes. Elle a souhaité la bienvenue aux éminents représentants d'organisations et intervenants venus des pays ACP, et de l'UE, pour participer à un échange d'idées. Elle a indiqué que ce Briefing aborderait les questions indissociables d'appui à des politiques favorables, à l'accès aux marchés et à la transmission de connaissances entre les générations de producteurs.

Viwanou Gnassounou, Sous-Secrétaire général, Secrétariat ACP, a remercié les co-organisateurs et les participants. Il a rappelé l'importance du partenariat unique qui unit le Groupe des pays ACP et la Commission européenne, notamment dans le contexte actuel des négociations pour l'après-Cotonou, et souligné l'importance de ce partenariat et de ses institutions conjointes, comme le CTA. Des mesures incitatives sont nécessaires

afin d'encourager les jeunes à se lancer de leur plein gré dans ce secteur - cela exige un changement de paradigme afin d'assurer la production d'un volume suffisant de denrées alimentaires pour nourrir une population mondiale, et de relever d'autres défis en rapport avec les ODD. La participation du secteur privé doit être encore renforcée pour que l'agriculture contribue vraiment à la transformation économique dans les pays en développement. Cette transformation exige des approches innovantes, des technologies appropriées et des idées qui sortent des sentiers battus. Il est nécessaire d'avoir une cohérence entre les politiques agricoles et commerciales, et les conclusions et des résultats du Briefing dans le contexte des discussions en cours entre l'UE et le Groupe des pays ACP.

Leonard Mizzi, Chef d'Unité à la Commission européenne, a insisté sur le fait que les jeunes doivent absolument concevoir l'agriculture comme une "entreprise". L'un des principaux défis est toujours le manque de transparence et d'équité dans les chaînes de valeur, qui reste, avec les difficultés d'accès au financement, un







Débísí Àràbà



obstacle majeur à la participation des jeunes au secteur de l'agriculture. Au niveau de l'enseignement, les métiers du secteur agricole n'étaient pas présentés de manière attrayante, donc à l'université et l'enseignement supérieur, rares sont donc les jeunes qui choisissent de se spécialiser dans ce domaine ; ceci est un problème dans le contexte du vieillissement de la population agricole dans les pays ACP. La Commission européenne et ses partenaires ont tout intérêt à s'attaquer au problème, en améliorant l'accès à la terre, en développant davantage l'approche territoriale qui garantit un niveau de vie décent dans les zones rurales et en réduisant les facteurs à l'origine de l'exode rural. Les initiatives prises par l'UE pour aider les jeunes des zones rurales comprennent le groupe de travail sur l'Afrique rurale, dont les conclusions seront présentées lors du Sommet de Vienne du 18 décembre, l'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE et les travaux et les programmes du CTA qui offrent aux jeunes une plateforme pour faire entendre leur voix. Les technologies et la numérisation offrent également de formidables promesses, tout comme l'amélioration et le renforcement des chaînes de valeur et le développement d'un nouveau système alimentaire, plus durable.

Michael Hailu, Directeur du CTA, a clôturé cette série de remarques introductives par un constat que l'agriculture dans les pays ACP est peu productive et peu efficace alors que les attentes à son égard sont élevées. Ce secteur recèle donc de formidables opportunités qui doivent être exploitées, à condition de mobiliser les compétences, les technologies et les connaissances pour les mettre au service de l'émergence d'une nouvelle génération d'agriculteurs. Ceci est la tâche essentielle du CTA – promouvoir

l'émergence de la prochaine génération d'agriculteurs, par le biais du soutien à l'esprit d'entreprise des ieunes et de la numérisation mais aussi par le renforcement de la résistance face au changement climatique. Le CTA veut promouvoir et intégrer les données et les nouvelles technologies numériques qui pourraient être mises au service du développement du secteur, en particulier avec le concours des jeunes innovateurs. Par exemple, les projets du CTA visant à rendre les drones accessibles aux jeunes agriculteurs, par le biais d'un soutien à la formation, de la création d'un environnement politique favorable, et d'initiatives associant formation et financement. Le CTA s'intéresse également de très près aux applications agricoles basées sur la blockchain et depuis plusieurs années déjà, son programme Pitch Agrihack Talent aide de nombreux jeunes entrepreneurs et leurs start-ups à développer des services agricoles, dont bénéficient déjà près d'un million de utilisateurs. Tout au long de 2019, le CTA s'emploiera à rassembler les connaissances, l'expérience et les opportunités dans le domaine de la numérisation de l'agriculture en vue de la publication d'un rapport de grande envergure sur l'état du secteur. La publication de ce rapport sera suivie d'une conférence majeure sur la numérisation de l'agriculture et de la création d'une coalition d'institutions, d'entreprises du secteur privé et d'investisseurs qui s'efforceront de

Le premier panel, animé par **Leonard Mizzi**, a permis de débattre de la question suivante : « De quel soutien la nouvelle génération d'agriculteurs a-t-elle besoin ? »

promouvoir cet agenda.

Lors de son intervention, **Débísí Àràbà**, Directeur du Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT), a présenté de manière captivante les opportunités offertes par l'entrepreneuriat pour la prochaine génération d'agripreneurs. Des idées prometteuses consistent à mettre en place des structures qui permettent à ces entreprises de prospérer pour assurer le développement de ce secteur. L'heure est aujourd'hui à la collaboration. Il faut donc multiplier les occasions de réunir les innovateurs. Les principaux moteurs de l'innovation dans l'agriculture africaine sont : (a) l'essor des « exploitations de taille moyenne » (entre 5 et 100 hectares), qui constituent un environnement idéal pour le développement de la mécanisation ; (b) la baisse du coût des énergies renouvelables, un facteur critique vu le très faible développement du réseau électrique dans de nombreux pays africains; (c) la technologie mobile, dans lequel l'Afrique est la région du monde enregistrant le taux de pénétration et d'adoption le plus rapide ; et (d) le commerce, où la zone de libreéchange continentale africaine offre de nouvelles perspectives intéressantes aux entrepreneurs en mettant en place un environnement favorable aux échanges transfrontaliers. Parmi les entrepreneurs qui exploitent ces opportunités, citons Jehiel Oliver, fondateur de Hello Tractor, l'entreprise qui utilise la technologie pour tirer au maximum profit des équipements et du matériel agricole existants, comme les tracteurs. Cold Hubs, une start-up nigériane fondée par Nnaemeka C. Ikegwuonu développe des solutions hors réseau







Iman Boot

pour la chaîne du froid pendant le transport. Dans la même veine, Angel

Adelaja a fondé FreshDirect et son système urbain d'agriculture sous contrat hydroponique, qui vend directement aux clients urbains d'Abuja, où il est basé. Au Kenya, Brian Bosire a fondé UjuziKilimo qui utilise des données pour fournir des services mobiles de conseils aux exploitations agricoles, en profitent déjà plus de 10 000 agriculteurs. JR Coffee fondé par l'entrepreneur nigérian Rotimi Opeyemi Olawale, achète à présent son café au Rwanda et le vend dans toute l'Afrique de l'Ouest et, depuis peu, à des clients nord-américains. Ensemble avec Affiong Williams, la fondatrice de ReelFruit, une entreprise de production et de vente de fruits secs, ces entreprises montrent à quel point il est important de se hisser jusqu'aux premiers maillons de la chaîne de valeur. Madame William utilise par ailleurs les médias sociaux pour partager son expérience d'entrepreneuse. La plateforme de big data du GCRAI rassemble de très nombreuses idées d'utilisation des données pour le développement de solutions agricoles. Enfin, les leçons clés devraient être adoptées, comme l'investissement dans le capital humain et l'infrastructure physique, la mise en place d'un environnement propice à la diminution du coût des données et à l'accès à un financement abordable, et l'adoption des politiques fiscales qui favorisent le développement des entreprises. Les plateformes qui encouragent la mise en commun et la confrontation d'idées, telles que Pitch Agrihack

Talent, devraient être soutenues afin

Thang Nguyen-Quoc

d'élargir et à faire le lien avec de nouvelles sources de financement en vue d'encourager la commercialisation des idées les plus prometteuses.

Iman Boot, expert à la Direction de

l'agriculture, Commission européenne,

a présenté les enseignements tirés de

la Politique Agricole Commune (PAC), la politique phare de l'UE dans le domaine de l'agriculture. Les neuf objectifs de la PAC s'articule autour des thèmes majeurs comme la lutte contre le changement climatique, le revenu des agriculteurs ou encore leur résilience. Premièrement, la nécessité de rééquilibrer le pouvoir au niveau des chaînes de valeur, en ce que les agriculteurs actuellement ne bénéficient en effet pas de la valeur ajoutée qu'ils produisent. Deuxièmement, la PAC vise à créer de zones rurales dynamiques par le biais de l'emploi et de la croissance, en abordant la prospérité et l'accès des populations des régions rurales à de véritables opportunités. Enfin, en se concentrant sur l'alimentation, la santé et la qualité des produits, la PAC donne pour la première fois la priorité à des aspects qui ne se limitent pas au volume de la production - l'attention portée à ces questions pourra s'avérer importante pour les pays qui souhaitent demain exporter vers l'UE. La connaissance et l'innovation revêtent une réelle importance pour la PAC. Étonnamment, la première source d'information des agriculteurs est internet, suivi de l'apprentissage par les pairs et des services de conseil. S'agissant de la numérisation, il y a lieu de souligner le décalage entre ses promesses et la lenteur avec laquelle elle est adoptée dans l'UE, et donc il

appartient aux responsables politiques de promouvoir l'adoption des technologies numériques. Les facteurs qui font obstacle à leur adoption doivent être pris en compte, comme le manque d'infrastructure, le manque de confiance des agriculteurs dans les informations sur les coûts-avantages de ces technologies, les problèmes spécifiques aux données et à leur diffusion (propriété, gestion) et la crainte qu'ils ont de devenir "prisonniers" d'un fournisseur. En réponse, la DG Agri a fait pression pour inscrire l'amélioration de la couverture haut-débit, l'offre de subventions aux projets pilotes et les échanges entre pairs dans la politique de recherche comme dans la PAC. La DG Agri a également travaillé en coopération avec des agriculteurs à la mise en place d'un système de gestion des données, par le biais de propositions législatives et en aidant le COPA et les constructeurs à élaborer un système commun pour la gestion des données. Le protocole Isobus (ISO 11783, « Tracteurs et machines agricoles et forestiers ») établit un mécanisme d'interopérabilité standardisé pour les machines afin de prévenir tout effet de verrouillage. Il s'agit d'une initiative gérée par le secteur privé.

Thang Nguyen-Quoc, analyste des politiques, Unité Afrique, Centre de Développement de l'OCDE, s'est intéressé à la trajectoire de développement de l'Afrique dans un contexte mondial, sur la base des principales conclusions de la publication-phare de l'OCDE-CUA "Dynamiques du développement en Afrique 2018". L'Afrique a bénéficié











d'une trajectoire de développement positive au cours de ces vingt dernières années et est parvenue à diversifier ses échanges commerciaux avec des partenaires non traditionnels et à les multiplier par trois. Cette croissance a toutefois été très volatile et, compte tenu du nombre de pays du continent, l'évolution des échanges est hétérogène. La dépendance à l'égard d'exportations de produits de base reste excessive, et les pays sont exposés à la volatilité du prix des produits de base. Malgré une diminution de la pauvreté, en particulier dans les PPTE, le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté a augmenté en termes absolus. L'objectif de réduction de la pauvreté s'avérera d'autant plus difficile à atteindre que l'Initiative PPTE touche à sa fin. Les données de l'OCDE montrent que l'augmentation de la productivité favorise la transformation et la diversification structurelles, mais qu'elle s'accompagne d'un déplacement de la main-d'œuvre agricole vers les secteurs des services (commerce de détail, hôtellerie, restauration) et non vers le secteur secondaire, comme cela a été le cas de l'Asie. Une telle évolution n'est pas viable à long terme en raison de la plus faible capacité d'absorption de la main-d'œuvre du secteur tertiaire L'Afrique est donc confrontée à une "industrialisation prématurée" et doit à présent trouver les emplois nécessaires pour absorber 30 millions de jeunes arrivant sur le marché de l'emploi chaque année. Cinq mégatendances affectent actuellement les stratégies de développement en Afrique. Le basculement de la richesse, la montée en puissance de la Chine, du Brésil et

de l'Inde qui offrent de nouvelles perspectives sur le plan commercial et technologique, la nouvelle révolution de la production - comme l'agriculture 4.0 -, les dividendes démographiques, la transition urbaine et le changement climatique. L'augmentation de la population urbaine sera essentiellement le fait de villes de taille intermédiaire, et non de mégapoles ; les villes intermédiaires contribuent au développement, car leurs habitants conservent des liens plus étroits avec les réseaux des régions rurales, mais les villes intermédiaires sont généralement négligées par les gouvernements. Ils sont les fondements des activités économiques et la création d'emplois, et l'on sait par ailleurs que l'approche territoriale joue un rle essentiel dans le maintien et le renforcement des liens entre les villes secondaires et les régions rurales. Des études de l'OCDE ont été lancées pour combler ce déficit d'information sur les villes intermédiaires.

Jannes Maes est le Président du Conseil européen des Jeunes Agriculteurs (CEJA) et un jeune agriculteur en Belgique. Il a commencé par présenter le CEJA, qui couvre 24 pays européens et rassemble et représente 31 organisations de jeunes agriculteurs et leurs membres. Il a souligné qu'il faut retenir avant tout que les agriculteurs doivent absolument se doter de structures, s'organiser et se regrouper, et nouer un dialogue direct avec les décideurs politiques pour s'assurer que leurs difficultés et leurs besoins soient pris en compte. Il faut comprendre pourquoi les agriculteurs se montrent parfois frileux dès lors qu'il s'agit

d'adopter de nouvelles innovations. Toute interruption de leur cycle de production les expose en effet à des risques majeurs. L'innovation est néanmoins essentielle pour l'avenir de l'agriculture, qu'elle prenne la forme de la numérisation de processus, de l'amélioration végétale ou de la pénétration de nouveaux marchés. L'innovation repose sur trois principes: recherche, développement et mise en œuvre (y compris le cadre et les outils). Dans le cas de l'Afrique. ce cadre devrait encore inclure l'infrastructure lourde. L'innovation numérique peut prendre quant à elle la forme d'améliorations techniques et de diffusion d'informations sur le marché - « open source » dans la mesure du possible et adaptées à n'importe quelle exploitation, quelle que soit sa taille. Les petits exploitants agricoles doivent également être traités comme des entrepreneurs et des opérateurs économiques. Enfin, l'innovation numérique favorise également l'ouverture vers le monde, par le biais des réseaux sociaux ou au niveau des politiques, ce qui est particulièrement important pour les jeunes. En collaboration avec le Copa/ Cogeca, le CEJA a élaboré un code de conduite européen pour le partage des données. Pour terminer, plutôt que de tenter de rendre l'agriculture plus attrayante aux yeux de ceux qui souhaitent se lancer dans ce secteur, il y a lieu avant tout de lever les obstacles auxquels les jeunes qui y sont déjà actifs sont confrontés.

Les présentations du premier panel se sont achevées sur l'intervention de **Tom Arnold**, président du groupe de travail UE pour l'Afrique rurale (TFRA),



avec un état des lieux et des perspectives d'avenir pour son groupe de travail, qui a été mis en place en mai et devrait terminer ses activités en décembre 2018. Le TFRA inclura dans son rapport les principaux points soulevés durant le Briefing. Ce groupe de travail examine comment l'Afrique peut créer suffisamment d'emplois pour sa population qui ne cesse d'augmenter et quelle peut être la contribution spécifique de l'agriculture, du secteur agroalimentaire et des zones rurales à cet égard. Il se demande aussi comment l'Europe peut contribuer à la réalisation de cet objectif en travaillant en partenariat avec l'Afrique. La création d'emplois en milieu rural sera le principal défi politique que l'Afrique devra relever au cours des prochaines décennies, et le secteur agroalimentaire est appelé à jouer un rôle de premier plan. Le rapport du TFRA examinera les politiques qui doivent être mises en œuvre pour créer un maximum d'emplois dans les zones rurales et dans le secteur agroalimentaire, tout en soulignant que le succès de ces politiques dépend des avancées réalisées dans d'autres domaines prioritaires, à savoir le règlement des conflits, le renforcement de la stabilité économique et politique, l'investissement dans la sécurité nutritionnelle, l'éducation et la santé, la production d'énergies propres et la fourniture d'électricité à partir de sources d'énergie durables, et la protection des ressources naturelles. Le TFRA a identifié une série d'actions politiques. Premièrement, la mise en œuvre de l'approche territoriale pour

stimuler le développement économique et la création d'emplois, l'accent étant mis spécifiquement sur les villes de taille intermédiaire et les investissements dans les zones rurales. Deuxièmement, le soutien à la transition de l'agriculture africaine, sur la base des facteurs de réussite dans les pays qui ont bénéficié d'une transformation importante de leur secteur agricole. Troisièmement. investir prioritairement dans le développement durable de l'industrie alimentaire africaine, en particulier pour stimuler la transformation et la création de valeur ajoutée au niveau local, car la majeure partie de la demande alimentaire, en hausse, est assurée par les importations. Quatrièmement, protéger et gérer les ressources naturelles du continent africain, afin de garantir une production alimentaire durable et d'atténuer l'impact du changement climatique. Dans la dernière partie de son rapport, le TFRA proposera donc une série de recommandations pour l'Afrique, notamment dans le domaine du renforcement des capacités de la jeunesse africaine. Il insistera aussi pour que la promotion du secteur agroalimentaire et le développement rural se voient accorder une place centrale dans l'alliance entre l'Afrique et l'Europe pour des investissements et des emplois durables. Ce partenariat devrait opérer à trois niveaux : de personne à personne, d'entreprise à entreprise - l'accent étant mis sur les agriculteurs, les OP et les coopératives - et de gouvernement à gouvernement. Les institutions européennes doivent s'engager clairement en faveur de ce partenariat pour faire de celui-ci un

succès.

Au cours de la séance de questions et réponses, les intervenants sont revenus sur une série de points soulevés par les participants. Jannes Maes a insisté sur le fait que les membres du CEJA ont participé à des projets axés sur l'échange d'agriculteurs africains et européens et sur l'échange de points de vue à propos des défis communs aux deux continents. Tom Arnold a expliqué que pour faire de l'agriculture africaine un secteur à forte valeur ajoutée, il y a lieu de définir une vision à long terme et de mettre en place un cadre afin d'associer à cette transition tous les acteurs concernés, l'idée étant aussi de renforcer la collaboration entre les entreprises européennes et africaines. Les gouvernements africains pourraient s'inspirer de la promotion des indications géographiques. Iman Boot a rappelé que le big data peut déboucher sur de nombreuses avancées inattendues et expliqué que les décideurs politiques peuvent jouer un rôle en encourageant une plus grande équité dans les échanges entre pairs dans le secteur privé. Débísí Àràbà a déclaré que le CTA et la plateforme de big data du GCRAI étaient à ses yeux les meilleures références qui soient pour le développement du big data dans le secteur de l'agriculture. En ce qui concerne la plateforme du GCRAI, le développement du big data concerne tous les domaines, notamment la gouvernance, les politiques et la commercialisation. En ce qui concerne l'environnement, il a souligné que le big data et les données ouvertes











offraient aujourd'hui des nombreuses solutions potentielles, et que l'on pouvait donc s'attendre à une multiplication des services de conseil fondés sur ces données. Thang Nguyen-Quoc a examiné diverses approches en matière de partenariat, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'APD et la coopération, comme l'approche écosystémique qui encourage le secteur public à contribuer au financement du développement des capacités et à collaborer avec les grandes entreprises. Isolina Boto a également rappelé le soutien du CTA aux organisations paysannes africaines en partenariat avec Agricord et la PAFO. Ce partenariat a débouché sur l'élaboration d'un code de conduite sur la gouvernance des données. Les agriculteurs doivent pouvoir compter sur des organisations et des plateformes multiacteurs qui peuvent exploiter et renforcer les capacités collectives des membres ainsi que leur pouvoir de négociation. Enfin, elle a insisté sur l'importance de créer des emplois durables dans le secteur agroalimentaire et les régions rurales. Leonard Mizzi a pour sa part attiré l'attention sur les transferts d'argent et le crowdfunding, indiquant qu'ils sont en train de devenir de nouvelles sources de financement des entreprises et des start-up. À la fin, il a rappelé pour conclure les obstacles auxquels sont confrontés les jeunes agripreneurs et insisté sur l'importance de partager les expériences et initiatives qui ont permis de lever ces obstacles, y compris pour les jeunes agripreneurs européens.

Le deuxième panel, animé par **Michael Hailu,** a examiné les enseignements de succès de l'agriculture dans les pays ACP et dans l'UE.

Lotta Folkesson, présidente du Comité des femmes du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles) a présenté quelques bonnes pratiques et succès des agricultrices en Europe. Elle a parlé de son expérience de travail dans les zones rurales de Suède, ainsi que de son expérience en tant que viceprésidente de l'organisation de développement des agriculteurs suédois, active dans le monde entier. Les communautés rurales et urbaines doivent pouvoir accéder à des services et des infrastructures, essentiels pour attirer la prochaine génération d'agriculteurs. La dimension de genre devrait ici être intégrée, tant au niveau du secteur public que du secteur privé car elle est étroitement corrélée à une augmentation des chances de succès et à l'amélioration des résultats. La vision du Comité des femmes du COPA est de faire en sorte que toutes les questions relatives à l'égalité hommes-femmes relèvent un jour de la responsabilité de tous les membres du COPA. Le comité a pour principaux objectifs de représenter les agricultrices au niveau européen, de proposer des solutions aux problèmes auxquels elles sont confrontées et de faire le lien avec des institutions clés de l'UE, en coopérant avec d'autres parties prenantes afin d'intégrer et de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les politiques. Le Comité s'emploie à relever six grands défis auxquels doivent faire face les femmes qui travaillent dans les régions rurales et dans le secteur de

l'agriculture : leur sousreprésentation sur le marché du travail, leur déficit de compétences, leurs problèmes d'accès au crédit et au financement, leur réseau insuffisant, leur manque d'installations et de services dans les zones rurales, et des politiques d'égalité qui laissent encore à désirer. Elle a mis en avant certains succès déjà engrangés par le Comité, notamment l'organisation de la 5e édition du Prix de l'innovation, qui récompense les championnes de l'entrepreneuriat agricole et des économies rurales. Le Comité s'emploie également à promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre de la future politique agricole commune, sous l'angle de l'accès à la propriété foncière, du soutien à l'accès au crédit et au financement, de l'accès aux compétences et aux connaissances et du développement des infrastructures pour les femmes des zones rurales. Le Comité des femmes envisage également de participer à la session 2019 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Elle a conclu en soulignant l'importance de l'intégration de la dimension de genre, la clé du succès du secteur agricole.

Akin Sawyerr a co-fondé l'AFGEAN (Agricultural Fresh Produce Growers and Exporters Association of Nigeria, Association des producteurs et des exportateurs nigérians de produits marachers) pour relever les défis auxquels doit faire face le secteur des produits marachers au Nigeria, qui, malgré le fait qu'il est l'un des











principaux producteurs maraîchers d'Afrique subsaharienne, « perd » entre 55 % et 72 % de cette production en raison du manque d'infrastructures, de normes et de liens des producteurs avec les marchés. L'AFGEAN entend également devenir l'organisme de normalisation reconnu du secteur privé pour les produits maraîchers. Pour mener à bien sa mission, elle met en œuvre toute une série d'activités : plaidoyer et de lobbying, PPP, analyse des marchés pour les agriculteurs et le secteur, organisation d'événements pour sensibiliser les agriculteurs à l'environnement commercial. développement de normes - avec le soutien de partenaires tels que le COLEACP -, renforcement des capacités et formation des acteurs et, enfin, travail en partenariat avec des organismes de recherche et de développement. Depuis sa création en 2011, l'adhésion à l'AFGEAN est ouverte à tous les opérateurs privés du secteur des produits maraîchers. L'AFGEAN est une organisation nongouvernementale à but non lucratif. Il faut consentir davantage d'efforts pour « retenir » les jeunes et les autres acteurs des communautés rurales dans le secteur de l'agriculture et les régions rurales, en faisant en sorte que les agriculteurs puissent percevoir une plus grande partie des bénéfices générés le long des chaînes de valeur. Une telle approche est en effet moins coûteuse que de tenter de recruter des ieunes des zones urbaines. En 2018. l'AFGEAN a mis en œuvre plusieurs initiatives clés. Elle a mis en place une plateforme en ligne afin de faciliter les discussions et les transactions entre ses membres, actifs aux différents

niveaux de la chaîne de valeur. Elle espère étendre l'accès à cette plateforme en ligne à tous les acteurs intéressés. L'association a loué des espaces non-utilisés - par exemple des parkings - et les a transformés afin que les agriculteurs membres puissent y vendre leurs produits directement aux consommateurs qui ont les moyens de payer un prix plus élevé - et des personnalités qui améliorent la visibilité de ces produits locaux. L'AFGEAN met actuellement au point un système simultané de vente au détail et de paiement qui fonctionne « de la ferme à l'assiette » et « du marché à la ferme », pour créer le lien entre les marchés des quartiers urbains gentrifiés, les hôtels et les restaurants, avec produits de qualité fournis par les agriculteurs, dans les quantités demandées. Ce système exploitera la capacité sousutilisée ou inutilisée dans le secteur des transports, en particulier le transport par avion, ce moyen permettant d'acheminer, bien plus rapidement que les moyens de transport utilisés actuellement, les produits de la ferme jusqu'aux marchés, et mettra également en place des centres de collecte, de regroupement et de distribution sur des sites clés.

Winston Stona, de l'Associated Manufacturers Limited, en Jamaïque, a présenté l'IG Jamaica Jerk et les opportunités pour le développement du secteur agroalimentaire offertes par ce système de qualité. Monsieur Stona est lui-même un entrepreneur emblématique du secteur alimentaire jamaïcain et le co-fondateur de Busha

Brown Company. Le « jerk » est un mélange très populaire à base d'épices et d'aromates de Jamaïque. La stratégie de marque utilisée pour la promotion de ce produit repose sur l'indication géographique, récemment adoptée en Jamaïque, et qui vise à convaincre les consommateurs, consommateurs du caractère authentique d'un produit, augmenter la valeur ajoutée associée à la transformation et donc les marges pour les producteurs, et renforcer l'impact en termes de développement social, grâce à un approvisionnement durable. La Jamaïque reste un pays agricole, et l'industrie d'assaisonnement « jerk », un produit d'exportation, pourrait stimuler le secteur de poivre de la Jamaïque dont la Jamaïque est le principal producteur - mais aussi celui des piments. Le succès de l'IG nécessite une réelle expertise dans le domaine du marketing, des investissements dans la marque et le renforcement des liens avec les consommateurs. L'Office iamaïcain de la propriété intellectuelle (JIPO), créé en 2002, a joué un rôle majeur dans le développement de l'IG jamaïcaine. Un manuel a été conçu afin de sensibiliser les consommateurs et d'aider les entreprises et producteurs qui souhaitent introduire une demande d'IG, étant donné que l'IG est un service relativement nouveau de propriété intellectuelle. Le manuel définit l'IG et explique en quoi elle diffère des marques déposées et des marques de certification, utilisées par exemple par Blue Mountain Coffee, et particulièrement, comment les IG offrent un niveau de protection plus élevé. Le JIPO a bénéficié d'un soutien





Participant

Djamila Henrique, Deuxième Secrétaire, Ambassade de la République d'Angola

et a travaillé en partenariat avec divers offices européens spécialisés dans les IG, comme l'Institut fédéral suisse de la propriété intellectuelle, en 2009. Pour faire enregistrer une IG, le demandeur doit identifier et mettre en avant un lien entre le produit et la zone géographique de production, et expliquer comment cette zone contribue aux qualités uniques et supérieures dudit produit - climat, sol ou expertise locale. La viabilité économique de l'IG doit être évaluée, en collaboration avec les parties prenantes, afin de déterminer la pertinence de l'IG, et l'association de producteurs doit mettre en place les mécanismes de contrôle et de respect des normes. Les demandes d'IG qui ont été approuvées sont publiées dans le journal officiel jamaïcain, la Jamaica Gazette, et l'IG est officiellement enregistrée si personne n'y fait opposition dans les deux mois. Les utilisateurs de l'IG sont également enregistrés.

La dernière présentation a été assurée par Jennifer Bash, fondatrice et PDG d'Alaska Tanzania Industries Limited, en visant des nouvelles opportunités de création d'entreprises agroalimentaires innovantes offertes par la vente de produits alimentaires de qualité. Alaska Tanzania a été fondée en 2011, avec l'objectif de valoriser la production de différentes filières agricoles. L'entreprise s'est ainsi spécialisée dans la transformation, le conditionnement, la commercialisation et la distribution de produits agricoles de qualité. Elle s'est décidée à lancer son entreprise après s'être rendue compte que l'Afrique produit beaucoup de produits de base agricoles, avec peu de valeur ajoutée. Alaska Tanzania s'est d'abord lancée dans la production d'œufs, importés àl'époque massivement par les

supermarchés du pays, afin d'aider les agriculteurs locaux à améliorer la valeur ajoutée de leur production. Promouvoir la transformation de l'agriculture à tous les niveaux de la chaîne de valeur ne dépend pas seulement du secteur agroalimentaire. Cela nécessite aussi l'intervention des responsables politiques et institutions financières - soutenus par les partenaires du développement et le secteur des assurances -, fournisseurs d'intrants et transformateurs. L'agriculteur est bien sûr ici au cœur de la chaîne. La coopération avec le secteur privé et l'existence d'un environnement favorable sont aussi essentiels. La promotion d'une image de marque forte a contribué au succès d'Alaska Tanzania, lui permettant de faire face à la concurrence et à pénétrer avec succès toutes les grandes chaînes de supermarchés des villes tanzaniennes; elle s'emploie à présent à pénétrer de nouveaux marchés africains et au-delà. Un autre facteur clé du succès d'Alaska Tanzania est la mise en relation des agriculteurs avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur, tels que les fournisseurs d'intrants. Outre les œufs, Alaska Tanzania produit du riz, de l'huile de tournesol et de la farine de maïs. Madame Bash soutient également des micro-entreprises et PME dirigées par des femmes généralement des magasins d'alimentation - par le biais du Mama Alaska Trust et de la plateforme numérique AgriSoko. AgriSoko établira un marché agroalimentaire, tout en enregistrant toutes les données et toutes les transactions commerciales, que les membres

pourront ensuite utiliser en vue d'avoir accès à un financement. AgriSoko entend également devenir un lieu de vente clé pour les produits des agriculteurs.

Lors de la séance de questions et réponses organisée à la fin du deuxième panel, les intervenants ont répondu aux questions des participants et des personnes qui ont suivi le briefing en streaming. Akin Sawyerr a épinglé le manque de traçabilité des produits alimentaires locaux, un des principaux défis sur le plan de la santé et de la nutrition. Il a expliqué que pour y remédier, il y a lieu d'utiliser les systèmes développés par le COLEACP, qui permettent de remonter jusqu'à la source d'éventuels problèmes. C'est également un impératif pour l'AFGEAN, qui se positionne à présent comme une marque. Il faut donc offrir aux agriculteurs des incitants pour les encourager à investir dans une production de qualité. Par ailleurs, les produits alimentaires importés peuvent exposer ceux qui les consomment à des risques sur le plan de la santé. Ces produits restent souvent longtemps en transit et des additifs chimiques sont utilisés pour prolonger leur durée de conservation et préserver leur apparence. Répondant à une question à propos des marchés pop-up, il a confirmé que ces points de vente de proximité qui proposent des produits locaux peuvent favoriser la production d'aliments innovants à faible durée de conservation. Winston Stona a insisté sur le lien très fort qui unit les producteurs alimentaires et le secteur





de la transformation alimentaire et expliqué que l'Office jamaïcain des Normes joue un rôle important en s'assurant que les produits répondent bien aux normes et aux exigences des marchés de destination. Malgré que le respect des normes prenne du temps, l'entreprise a profité de sa bonne exposition aux marchés d'exportation, grâce à un secteur du tourisme bien développé. Busha Browne a dû faire face à un autre défi qui met en avant l'importance des IG en Jamaïque, le fait que de nombreuses entreprises étrangères tentent d'enfreindre les lois qui protègent les marques commerciales et autres droits de propriété commerciale. Jennifer Bash a souligné l'importance de l'étiquetage indiquant l'origine des produits. L'établissement de liens avec les agriculteurs est un autre défi pour l'entreprise. Ceux-ci sont en effet éparpillés à travers le pays. Alaska Tanzania a donc coopéré avec des ONG et des partenaires de développement qui mettent en œuvre des projets et qui créent des associations d'agriculteurs, de façon à ne pas devoir dépenser ses ressources limitées à l'établissement de liens

directs avec ses agriculteurs. Cette approche est également un plus pour les partenaires de développement qui s'emploient à rapprocher les agriculteurs du secteur privé et qui se réjouissent donc que l'entreprise continuera à travailler avec les agriculteurs une fois le projet terminé. Lotte Folkesson a insisté sur l'importance des organisations paysannes. Bien structurées, compétentes et puissantes, elles sont indispensables pour faire pression sur les responsables et les décideurs politiques qui sont de plus en plus issus des villes et qui sont soutenus par la classe urbaine. Le contexte politique risque dès lors d'être de plus en plus biaisé et de privilégier excessivement le développement urbain au détriment des agriculteurs et de l'économie rurale au sens large.

Michael Hailu a clôturé le Briefing en insistant sur le fait que tous les acteurs concernés doivent absolument considérer l'agriculture comme une activité économique, une « entreprise ». Pour inciter un plus grand nombre de jeunes à se lancer dans l'agriculture, il y a lieu de développer des

opportunités sur les marchés et de s'assurer qu'elles soient soutenues par un environnement favorable et des infrastructures et des politiques appropriées. L'approche territoriale devra être développée, et il faudra également renforcer les liens avec les marchés régionaux, développer de nouveaux programmes de renforcement des compétences et d'éducation, améliorer l'accès au financement et encourager la création de nouveaux partenariats à tous les niveaux de la chaîne de valeur. Il a remercié tous les intervenants. le personnel diplomatique des pays ACP, et tous les participants - venus jusqu'à Bruxelles ou qui ont suivi en ligne le Briefing. Il a conclu en avançant l'importance de la numérisation et des technologies, qui ont le potentiel de transformer vraiment l'agriculture et la faire passer dans une nouvelle ère, avec à la clé une plus grande participation des jeunes dans le secteur agroalimentaire. Finalement, il a formulé l'espoir de voir certains messages du Briefing repris dans le rapport du groupe de travail sur l'Afrique rurale.

De plus amples informations sont disponibles en ligne :

- Briefings de Bruxelles : https://bruxellesbrie ings.net/
- Ressources : https://bit.ly/2LVuiBw
- Rapport préparé par Lebo Mofolo, Chargée des Briefings sur le Développement, et Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et Coordinatrice des Briefings